L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 2 AVRIL 1880.

FRANCE.

Les déclarations du gouvernement.

Au Sénat.

SECOND REJET DE L'ARTICLE 7.

L'article 7 a été de rechef et définitivement repoussé, en deuxième lecture, à 17 voix de majorité. Comme on le voit, le sénat ne s'est pas démenti. Tout s'est passé rondement et sans débat.

M. Pelletan s'est contenté de monter à la tribune, pour reprendre l'article 7 au nom de la minorité de la commission : «La question ayant été complétement discutée, dit-il, je me borne à réclamer un vote en deuxième lecture sur cet article.» Alors est apparu M. de Freycinet, qui, au milieu de l'attention générale, a prononcé ces quelques paroles, brèves et commissoires :

M. le président du conseil.—Messieurs, je n'ai qu'un mot à dire au sénat.

A la fin de la première délibération, l'honorable M. Dufaure a adressé au gouvernement un appel qu'il ne nous était pas permis de laisser sans réponse. L'honorable M. Dufaure a exprimé l'espoir que, entre les deux délibérations, le gouvernement saurait trouver une transaction sur laquelle un accord pourrait s'établir.

Malgré cet appel, et quelle que soit notre déférence pour l'homme illustre qui nous l'a adressé, nous n'avons pas apporté une formule nouvelle, parce que, dans notre pensée, l'article 7 était lui-même la transaction. (Très bien ! très bien ! à gauche.) Cette transaction écartée, nous n'avons aperçu d'autre solution que l'application des lois et le gouvernement a dû accepter la situation qui résulte pour lui du vote du sénat. (Bruyants mouvements d'approbation à gauche.—Mouvements à droite.)

Puis on a scrutiné, pointé, dépouillé les urnes. Voici le résultat de ce scrutin suprême. Nombre de votants : 281. Majorité absolue : 141. Pour l'article 132. Contre 149.

Les articles suivants, l'article 8 devenant l'article 7, l'article 9 l'article 8, et l'article 10 l'article 9 et dernier, ont été adoptés sans encombre.

L'ensemble du projet de loi a nécessité un second scrutin, dont voici le résultat :

Nombre de votants.....290
Majorité absolue.....146
Pour.....187
Contre.....103

La loi, amputée de l'article 7, est adoptée.

Tout cet événement parlementaire n'a pas duré plus d'un quart d'heure : de cinq heures cinq à cinq heures vingt minutes.

La séance est dès lors remplie à deux heures et demie, si M. de Gavardie ne s'était avisé de monter à la tribune à ce moment pour parler pendant deux longues heures. Ce fut un coup imprévu. Personne ne s'y attendait. A l'apparition de cet excellent illuminé, la droite eut une grimace épouvantable et prit une attitude douloureuse et résignée. A gauche, on se leva en masse et l'on alla faire un tour dans les couloirs.

On se demandera peut-être comment il se fait que le scrutin n'ait donné que 17 voix de majorité contre l'article 7, quand le 10 mars il en avait donné 19. Cela tient à ce que la gauche avait trois votants de plus : MM. Albert Grévy, Edouard Millaud et Valfer, ces deux derniers élus dans le Rhône.

En effet, le dernier scrutin avait donné pour résultat 148 voix contre 129. Le 15 mars, il y avait 149 voix (celle de M. Fourichon en plus), contre 132. Il y a donc eu trois voix de plus à gauche et une à droite : ce qui explique l'écart de deux voix que signale le scrutin.

L'interpellation à la Chambre.

Séance du 16 mars.

Elle a eu lieu cette fameuse interpellation. A quatre heures seulement, les groupes de la gauche ont pu se mettre d'accord pour formuler un ordre du jour dû à la plume de M. Devès.

Jusque là, on s'est occupé des tarifs. Aussi est-ce avec joie que l'on a vu apparaître, pendant un scrutin, M. Devès, qui est allé soumettre à M. Gambetta le texte de son ordre du jour. M. Gambetta a semblé approuver ce document. Peu après, sont arrivés les ministres à la queue-leu-leu. M. de Freycinet, à son tour, est monté jusqu'à M. Gambetta, qui lui a communiqué le texte de M. Devès. M. de Freycinet a paru satisfait. Alors, M. Devès est entré en scène. Voici ce qu'il a dit :

Nous croyons répondre au sentiment du pays (Interruptions à droite.—Très bien ! à gauche) en demandant au gouvernement quelles sont les résolutions qu'il compte prendre à l'égard des congrégations non autorisées.

Nous considérons qu'il y a dans leur fonctionnement, dans leur attitude vis-à-vis du gouvernement du pays, quelque chose qui constitue un danger public. (Très bien ! très bien ! à gauche.—Bruit à droite.)

C'est pour conjurer ce danger que l'interpellation a été déposée.

Hier, au sénat, une déclaration a été faite par M. le président du conseil ; c'est cette déclaration que nous lui demandons de renouveler ici, non que nous ayons la prétention de mesurer par avance l'étendue et la forme sous lesquelles son action peut s'exercer. (Très bien ! très bien !) Ce que nous lui demandons, c'est une déclaration nette qui rassure le pays et le délivre de ses inquiétudes. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Après M. Devès, vigoureusement applaudi à gauche, vient M. de Freycinet lui-même. Un grand silence se fait. Le président du conseil a été conçu :

M. de Freycinet, président du conseil. —Le gouvernement n'a rien à ajouter à la déclaration qu'il a déjà faite à cette tribune et au sénat, à l'occasion de la première délibération du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur.

Le gouvernement a déclaré, et je répète, que nous appliquerons les lois sous notre responsabilité, et en nous inspirant des grands, des multiples intérêts qui nous sont confiés, et dont nous avons chaque jour à vous rendre compte. Nous demandons à conserver la complète liberté de notre action, laissant à chacun à répondre devant vous de la manière dont nous en aurons usé, et nous vous demandons, dans cette tâche délicate, où il faut à la fois de la prudence et de la fermeté, de nous fortifier par l'expression de votre confiance. (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

La gauche applaudit, l'extrême gauche se refrogne. M. de la Bassetière apostrophe alors à la tribune et éprouve le besoin de dire quelque chose. Savez-vous quel est l'argument de M. de la Bassetière ? «Vous n'appliquerez pas les lois, car vous n'en avez pas le droit.» M. de Gavardie, qui est tourné à ce moment, en milieu de l'hémicycle, approuve énergiquement.

M. Madier de Montjau prend la parole et après avoir pulvérisé M. de la Bassetière, s'adresse au président du conseil.

C'est au gouvernement que je m'adresse et je lui déclare que mon intention est absolument d'accord ; nous avons dit comme vous que s'il y avait pour le gouvernement quelque avantage à faire virer l'article 7, il n'en fallait pas conclure que toute la jurisprudence qui commence aux arrêts du parlement et qui finit à une loi récente, avait cessé d'exister. Nous désirons que le gouvernement demande à vos le moins quand vous avez le plus ; invoquons la loi, et frappons d'une main ferme ceux qui se mettent en dehors de la loi. (Vifs applaudissements à gauche.)

M. Madier de Montjau est inquiet. Il a peur que le gouvernement ne fasse tout à l'aise. Les déclarations de M. Freycinet devant le sénat ne le rassurent pas :

Eh bien ! en présence d'une pareille situation, nous ne pouvons rester muets et promener nos regards. Nous ne pouvons pas permettre qu'on insulte ainsi une loi que nous honorons et estimons. (Très bien ! très bien !)

Nous ne voulons pas plus des dominicains, des jésuites, maristes et autres, que des jésuites eux-mêmes ; pas plus que de ces congrégations de femmes qui font une concurrence déloyale à notre commerce, et demandent à profiter aussi de l'émotion déplorable. (Applaudissements à gauche.—Bruit à droite.)

Vous avez le devoir d'arrêter au plus tôt ce triste œuvre de mort, et ce n'est pas trop de vous dire : Exprimez-vous nettement sur la manière dont vous l'appréciez. (Applaudissements prolongés à gauche.)

M. Kessler répond en quelques mots à M. Madier de Montjau.

M. Lelièvre fait à son tour quelques critiques sévères de l'attitude de la gauche de la chambre.

Vous avez entendu, dit l'orateur, un gouvernement autoritaire ; c'est pour faire mieux que lui. Au moment où la légalité, nous dirons, un mot plus libertaire qu'on voudra, fait ce que nous désirons, il nous reproche la liberté pour nous exiger. (Applaudissements à droite.) Quand une solidarité nous sera acquise, quand nous la connaîtrons ; et elle est faite, nous la connaîtrons.

On s'est battu et on a fait de gouvernement pour renvoyer ce bâton dont on ne savait pas ; une intimidation réclamant l'application des lois qui ne sont pas appliquées.

En conséquence, il présente l'ordre du jour suivant :

«La chambre, [illegible] leurs facultés annelles aux congrégations, appliquées jusqu'à ce jour d'une façon intermittente, notamment [illegible] à résoudre [illegible] qui était nécessaire pour [illegible] impartie d'un jour, [illegible] la chambre [illegible] de la paix religieuse de faire [illegible] et, [illegible] invite le gouvernement à prévenir dans le plus bref délai une loi sur la liberté des associations.» (Très bien ! très bien ! à droite.)

Après cet incident, M. Rameau modifie ainsi quelques paroles dans lesquelles le gouvernement est porté aux nues, puis la clôture est prononcée. Il y a cinq ordres du jour en présence : l'un de M. Keller, qui est l'ordre du jour pur et simple ; le deuxième de M. Joubaud, que nous venons de donner. Le troisième, de M. Devès, ainsi conçu :

La chambre, confiante dans le gouvernement et comptant sur en formelle pour appliquer les lois relatives aux associations autorisées, passe à l'ordre du jour.

Le quatrième, de M. Madier de Montjau, est ainsi libellé.

La chambre, invitant le gouvernement à appliquer immédiatement toutes les lois relatives aux congrégations non autorisées, passe à l'ordre du jour.

Enfin, le cinquième, du baron Dufour, un peu fantaisiste, mais goguenard :

La chambre, regrettant que le gouvernement républicain n'ait pas la force de supprimer l'ordre de choses créé par la loi du 1850, et que l'empire a eu maintenir, passe à l'ordre du jour.

M. de Freycinet monte à la tribune et fait sa deuxième manifestation :

M. de Freycinet, président du conseil. —Le gouvernement accepte l'ordre du jour de confiance proposé par M. Devès. Le gouvernement désire recevoir, de cette grande majorité, le témoignage de confiance et la force dont il a besoin. (Applaudissements répétés.)

Après cette déclaration, M. Madier de Montjau monte à la tribune et retire des mains du président son ordre du jour ; mais MM. Lockroy et Clémenceau lui arrachent son petit papier et le rendent au président. M. Madier de Montjau déclare qu'il s'est trompé et maintient son texte.

Bref, on vote. L'ordre du jour pur et simple est repoussé par 372 voix contre 98 ; puis l'ordre du jour de M. Devès est adopté par 338 voix contre 147. (La droite et 40 dissidents à l'extrême gauche.)

5000 paires pantoufles en peau, pour dames à 50 cts la paire, à l'Etoile Rouge.

Législature de la Louisiane.

Séance de jeudi, 1er avril 1880.

SENAT.

Une lettre de l'ancien avocat de district du quatorzième district judiciaire, M. Charles T. Dunn, qui réclame quatre mille piastres pour services rendus à l'Etat, a été soumise au comité de finances.

M. Watkins, au nom du comité judiciaire, a présenté un substitut aux bills relatifs aux homesteads ; il a recommandé l'adoption du bill de la Chambre au sujet des corporations municipales.

M. Nutt, au nom du comité des corporations des affaires de paroisses, a présenté un bill relatif aux chemins publics. Il a recommandé l'adoption du bill du Sénat autorisant la fouille des canaux, dans certains cas, dans un but de desséchement.

M. Aby a présenté un mémoire par lequel le bureau des écoles de la paroisse Ouachita déclare que la taxe d'un *mill* sera insuffisante pour la maintien des écoles des paroisses, et demande à la Législature de voter une allocation.

M. Walton, au nom du comité de commerce et d'agriculture, a recommandé le rejet du bill du Sénat relatif aux mandats émis en faveur des écoles et des travaux intérieurs.

M. Robertson a présenté le rapport du comité de conférence sur le bill des allocations générales ; le Sénat l'a adopté.

La charte de la ville a été considérée. Le bill a été adopté par un vote de 24 contre 6.

Le bill du Sénat ordonnant que les bons consolidés de l'Etat soient étampés, etc., conformément à l'ordonnance de la dette, a été adopté.

Le bill du Sénat relatif aux hypothèques de la banque des Citoyens a été adopté.

Le bill de la Chambre au sujet des greffiers des cours de district et des cautionnements qu'il devront fournir, a été adopté.

Le bill de la Chambre pour liquider la dette de la Nouvelle-Orléans a passé à la troisième lecture.

M. Walton a présenté un bill relatif aux mandats des terres des écoles.

Le Sénat s'est ensuite ajourné à vendredi—aujourd'hui—à onze heures.

CHAMBRE.

Présidence de M. Ogden.

Le bill de l'agent fiscal passe finalement par 86 ou à l'unanimité.

Le bill de la Chambre No 302 pour mettre la Banque des citoyens à même de transiger avec les porteurs de bons et de disposer, dans ce but, des propriétés foncières sur lesquelles pèse maintenant une hypothèque perpétuelle, est appelé.

Après quelques explications données par M. Ogden et après l'adoption d'un amendement présenté par M. Haidenhain, le bill passe à la troisième lecture et est envoyé à l'impression.

Le comité de conférence nommé à propos du bill des allocations, rapporte qu'il donne son concours aux amendements.

Le rapport est adopté et la Chambre adopte également les amendements par 72 contre 5.

Le bill 249 autorisant la conversion des bons consolidés sous les dispositions de l'ordonnance de la dette passe, au moyen de la suspension du règlement, à sa troisième lecture.

Le bill 299 pour l'enlèvement des archives est référé au comité des allocations.

Le veto sur le bill 121 punissant les officiers de banque, directeurs ou présidents qui reçoivent des dépôts ou contractent des dettes quand elles sont devenues insolvables, est soutenu par 30 contre 49.

Le veto sur le bill 153 est également soutenu.

Le bill 258 pour le paiement de *vouchers* émis par le président du comité des dépenses contingentes de la convention constitutionnelle et pour allouer $4000, ou ce qu'il en faudra pour payer, passe à la troisième lecture.

Le bill 305 pour la protection et la préservation des levées publiques ; pour prescrire la manière suivant laquelle les levées seront confiées pour la sûreté du riz, pour la punition des coupables en cas de violations des clauses de cette loi, etc., passe finalement par 71 contre 11.

Le bill de la Chambre 266 pour réparer maintenant et à l'avenir les bâtisses appartenant au pénitencier d'Etat, passe définitivement par 80. Il n'y a pas eu de votes négatifs.

Le bill 299 pour payer les frais de transfert des archives de l'Etat à Baton-Rouge passe à la troisième lecture.

Le bill 293 pour autoriser le gouverneur à engager le service d'avocats pour défendre l'Etat dans certaines causes portées devant la Cour Suprême des Etats-Unis, etc., est pris en considération par le comité général, envoyé à la copie et passé à la troisième lecture.

Le bill 240 pour payer le reste des salaires des juges de paroisse pour 1879, passe à la troisième lecture.

M. Morgan se lève pour une question de privilége. Il dit qu'il a lu dans le *Bulletin* du soir un article intitulé "Opposé au Caucus." M. Morgan dit que l'accusation est sans fondement, qu'il n'est pas opposé au caucus quand il a pour but la bonne foi du parti démocrate, mais il ne veut pas être fouetté pour avoir dit qu'il ne voulait pas être bâillonné et forcé de voter pour une mesure favorite de parti.

M. St. Clair dit qu'il ne faut pas considérer l'article du *Bulletin* comme autre chose qu'un poisson d'avril.

M. Dudenhefer s'explique à peu près comme M. Morgan.

La bill 184 créant une quatrième cour de ville est revu avec les amendements du sénat par 81 contre 1.

Le bill du sénat 116 relatif aux impétrants d'Etat, à la taxe de levée, pour investir les jurés de police du contrôle des levées, etc., etc., passe avec les amendements à la troisième lecture.

Le bill 104 pour la nomination d'un enregistreur des voyants pour la paroisse d'Orléans, est mis en discussion, mais bientôt après la chambre s'ajourne au lendemain à 11 heures.

10 cts, 15 cts, 20 cts, 25 cts, 50 cts, tout-à-coup de pains à l'Etoile Rouge.

Il y a bien longtemps que les Indiens sont avancés en botanique pratique, et apprécient des affections des organes respiratoires au moyen de ce qu'ils appellent "indigenite" et que nous appelons "Aster Tradescanti." Le docteur Hyatt, qui l'a trouvé dans les bois, fait le juge des propriétés de ce végétal pour ceux entre les mains d'un pharmacien qui sait en extraire la quintessence ! Il l'a "vendu Pectoral Balsamique sous le nom Indienne de Lapleco" souvenir entre les affections des poumons et de la [illegible] [illegible]

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 2 avril.—Température.—Temps partiellement couvert, pluie, vents du nord-ouest au nord-est, tonnerre et éclairs à 3 pm près embouchure.

Température du 1er avril 1880.

Thermomètre de C. DURAND, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin.....	56	13
Midi.....	68	20
3 P. M.....	70	21
6 P. M.....	66	18

Stations météorologiques.

Jeudi, 1er avril 3 h. 56 P. M.

Température (Fahrenheit) dans les villes (suite).

Augusta, Ga.....	78	Lynchburg, Va.....	66
Atlanta, Ga.....	61	Memphis, Tenn.....	68
Atlantic City.....	52	Mobile, Ala.....	72
Baltimore, Md.....	62	Montgomery, Ala.....	72
Boston, Mass.....	48	Nashville, Tenn.....	66
Brownsville, Texas..	82	New Orleans, La.....	72
Burlington, Iowa..	52	Norfolk, Va.....	66
Cairo, Ill.....	67	Omaha, Nebr.....	52
Charleston, S. C....	74	Philadelphia, Pa....	62
Chicago, Ill.....	57	Pittsburg, Pa.....	62
Cincinnati, Ohio....	62	Port Eads, La.....	72
Corpus Christi, Texas	78	Portland, Me.....	46
Cleveland, O.....	57	Quebec, Can.....	42
Dallas, Texas.....	74	Richmond, Va.....	66
Detroit, Mich.....	54	Rochester, N. Y.....	54
Duluth, Minn.....	46	Savannah, Ga.....	74
Fort Smith, Ark.....	66	Shreveport, La.....	72
Galveston, Texas....	78	Vicksburg, Miss.....	72
Indianapolis, Ind...	57	Wilmington, N. C....	68
Jacksonville, Fla...	76	Washington, D. C....	64
Key West, Fla.....	78	Wheeling, W. Va.....	62
Louisville, Ky.....	66	Wilmington, Del.....	58
Memphis, Tenn.....	68	Yankton, D. T.....	46

Moyenne des eaux au-dessus de l'étiage (étage au plus bas).

Cairo, Ill.....	8.07	Nashville, Tenn	13.06
Chattanooga, Tenn..	27.06	New Orleans*...	1.07
Cincinnati, O....	27.04	Omaha, Nebr....	1.02
Columbus, O.....	4.03	Pittsburg, Pa....	3.02
Davenport, Iowa..	5.03	Shreveport, La..	22.06
La Crosse, Wis....	5.00	St Louis, Mo....	11.07
Louisville, Ky....	8.06	St Paul, Minn....	1.00
Memphis, Tenn....	10.03	Vicksburg, Miss..	4.11
Mt Carmel, Ill....	23.11	Wheeling, Va....	6.01

*A 3 pouces de niveau des basses eaux de 1874.

GEORGE E. TOBEY,
Sergeant Signal Corps, U. S. A.

Mariages, naissances et décès insérés au bureau de santé :

MARIAGES—Geo. Kay à Mlle Pauline Gendre, Paul O. Devereux à Mlle Louise Madden, Jos. Stalème, natif de la Nlle Orléans, à Mlle Marie A. Cousin, 60 ans, rue Bienville près Desgouets, Thomas Huckaby, 3 ans, 147 rue Julia, Thomas Denis, c, 7 ans, rue Frenière, près Dryades.

Mme Sarah Lyons, 41 ans 277 1/2, rue St Louis, native de la Pennsylvanie.

Jos Glass, c, 60 ans, 326 rue Liberté, natif de la Georgie.

Jos Pierre, c, 8 ans, coin St Philippe et Roman, Emile Sandez, 18 mois, 34 ruelle Franklin.

Mme A. Mayandier, 75 ans, 113 rue Hagan.

Eulalie E. Guillaume, c, 1 mois, rue Delaronde, près Constance.

Jno A. Cairo, 34 ans, 10 rue Ste Anne, native de la Louisiane.

Catherine J. McDermott, 2 ans, rue Cypress, près Claiborne.

Mme M. Fahay, 42 ans, rue Magnolie, native d'Irlande.

Courses de printemps.—Les

courses d'hier ont été fort brillantes. Tout ce que notre ville compte de monde élégant et d'amateurs du *sport*, dames et messieurs—et le nombre des premières n'est pas restreint—s'était donné rendez-vous aux "Fair Grounds".

Les tribunes réservées aux dames, aux invités du club et au public payant l'entrée, étaient très bien garnies.

Il y avait aussi beaucoup de monde dans le champ.

La première course entre chevaux de deux ans (enjeu Momus) Miss Blanche, mise en lice par MM. Barkley et Huggins ; Bessie Davis, mise en lice par les mêmes ; George S., mis en lice par MM. Brien et Spencer ; Greeland, mis en lice par M. John Grayer ; Ascender, mis en lice par M. Wm. Cottrill ; Kitty Hawk, mise en lice par M. Jas. Burget ; La Perichole, mise en lice par la même ; Monopole, mis en lice par M. Wm Cottrill ; Aleck Ament, mis en lice par M. Wm. Lakeland a eu lieu à trois heures et a été gagnée par Ascender, qui a franchi la distance—un demi mille—en 53 secondes trois quarts. La seconde course—un mille—entre Kirk, mis en lice par M. Wm. Cottrill ; Jack Hardy, mis en lice par MM. Barkley et Huggins ; Gabriel, mis en lice par MM. Serrano et West ; Gold Bug, mis en lice par M. G. B. Morris ; Belina Dance, mise en lice par M. E. Warick ; Short Line, mis en lice par M. Mike Wade ; Mollie Hunt, mise en lice par le même ; Decility, mis en lice par M. D. Hughes—a été gagnée par Gabriel en 1 minute 44 secondes.

Après avoir proclamé le résultat de cette dernière course, M. E. W. Simmons, président du Jockey Club, a annoncé que le Jockey W. Hodges, qui montait le cheval George S., était suspendu pendant un jour pour avoir désobéi aux ordres.

La troisième course en partie liée, entre Ella Rawett, mise en lice par MM. Barkley et Huggins ; Little Rob, mis en lice par M. Wm Lakeland ; Mary Walton, mise en lice par MM. Coldwell et Cree ; By Planeroid, mis en lice par MM. Parnin et West ; la première manche a été gagnée par Ella Rawett en 1 minute 47 secondes.

Après s'être reposés de leurs premières fatigues, les mêmes chevaux sont rentrés en lice ; cette fois, Little Rob a passé le premier sous le cordon et fait son mille en 1 minute 46 secondes et un quart.

Mary Walton et By Planeroid ayant été retirés, Ella Rawett et Little Rob sont entrés en lice. Au signal, les deux chevaux sont partis ensemble, mais au bout d'une seconde, Ella Rawett a pris l'avance et l'a gardé jusqu'à la fin ; elle a fait son mille en 1 minute 46 secondes trois quarts, devançant Little Rob par une demi encolure.

On trouvera dans une autre colonne le programme détaillé des courses de demain, samedi.

—Le gouverneur a nommé le colonel Auguste Reichard brigadier général et commandant de la seconde brigade.

—Hier, à une heure de l'après-midi, le comité du Sénat et celui de la Chambre ont présenté au général Grant, au Parlor P. de l'hôtel St. Charles, la résolution par laquelle la Législature l'a invité à venir en Louisiane. Le sénateur Manhain a porté la parole au nom de ses collègues. Le général lui a répondu qu'il regrettait la Législature ; qu'il est venu à la Nlle-Orléans il y a bien des années et qu'en y revenant il se trouvait dans une ville qu'il connaissait et qu'il était heureux de voir plus prospère. Il a ajouté que l'accueil des citoyens de tous les partis l'a vivement touché.

—Les journaux ont annoncé, hier, que le général Grant assisterait aux courses ; l'ex président n'y était pas, mais il y sera demain, samedi.

—L'hospitalité du Boston Club a été offerte au général Grant.

Cours criminelle.—Par suite de l'absence réitérée de témoins à charge, le ministère public a fait relacher, après un cautionnement de $1000, Thomas Lynch et Wm. Cain, accusés d'avoir volé un cheval et une charrette, le 22 décembre 1879, au No. 230 de la rue Girod, au Singer Manufacturing Company.

Le jugement de W. L. Thompson, que le grand juri a, le 22 janvier 1879, accusé de détournement de $115 10 le 31 mars 1879, a commencé hier matin. Il agissait, à l'époque, en qualité d'avocat du Dr John C. Dyer, d'Alger.

La défense ayant soulevé la question d'aliénation mentale en faveur d'Ophelia Davis, Alexandre, p., accusée d'avoir tué dans le fleuve son fils, Handy Davis, âgé de deux ans, le juge a chargé les Drs Cravcour et Finney de s'assurer de l'état de la folle. Ophelia s'est reconnue coupable de meurtre au second degré.

À la première cour de district, le jugement de John Doyle, accusé de vagabondage, a été renvoyé indéfiniment.

Cours de district.—A la deuxième cour, la succession de Michael Kilfoyle, celles de Hermann Weis, de Mme Mary Louise Calkan, veuve de Rev. F. Skidmore, de Mme Marie Louise Rau, femme de John G. Dalmes, sont ouvertes. Robert Wiley Skidmore et Marie Angelle Forté, femme de Louis M. Pourpiea, ont été émancipés.

—A la quatrième cour, M. N. Kuntz réclame au Julius Rebert Diffusion Process Company $9,827 90, montant de certaines obligations datée du 6 mars 1877.

Le juge a lancé l'ordre suivant :

L'Etat ex rel. C. E. Girardey contre la Banque du Sud.

Il est ordonné que les commissaires de la Banque du Sud, après avoir retenu la somme de $15,000 pour faire face au jugement qui pourrait être rendu en faveur de la Nlle-Orléans, qui s'oppose au second compte provisoire et tableau de distribution que les commissaires de la banque ont présenté à la cour ; $26,000 pour faire face au jugement qui pourrait être rendu en faveur du London Joint Stock Company ; $30,000 pour faire face au jugement qui pourrait être rendu en faveur de ceux qui s'opposent à l'homologation du dit compte provisoire et tableau de distribution, soient immédiatement, 10 pour cent aux déposants et 10 pour cent à compte sur le montant de la dividende et 10 pour cent du solde dans le second compte provisoire.

Cour du juge Billings.—Emma Williams a Manuel Ordé, demande de voir Martin Brodrick, de venir de tirer et d'attaquer à main armée. Cet dit envoyé devant la première cour de district. Williams et Ordé ont été fournir un cautionnement de $250 et Brodrick un de $1000.

Charles Williams, accusé de port d'armes cachées, a été envoyé devant la cour criminelle supérieure. Cautionnement de $200.

John Cotter, Louise Redolph, marchande de vieux de fer ; Anthony Léon, d'autre part à toute armée avec intention de tuer, ont été requis de donner un cautionnement de $250 pour répondre de leur bonne conduite. Mme Kearns, accusée d'ivrognerie, de bris de paix et de langage [illegible] a été condamnée à une amende de dix piastres ou à quinze jours de prison de paroisse.

Mary King et Thos Quinn accusés d'ivrognerie, ont été condamnés à $5 d'amende ou à dix jours de prison.

Cour du juge Sheehan.—Joseph Spicer, accusé de vol, a été mis sur un bâteau de police, a été envoyé devant la cour criminelle supérieure. Cautionnement $250.

Le juge a acquitté Jane Williams, qu'un affidavit accusait d'attaque à main armée ; Lodoy White, accusée de s'être battue et d'avoir troublé la paix ; Claiborne Todd, accusé d'obtention d'argent sous de faux prétextes.

L'interrogatoire de Louise Bailey, accusée par Henriette Wilson de vols de bijoux et de menaces de mort ; celui de Ike Smith et de Jules Charuk, accusés de filouterie par les nègres D. et M. Hennessey, de la police secrète, ont été remis au 14 du courant. Cautionnement de $250.

Rob Forche, accusé d'insultes ; Robt Reay et Louise Bailey d'ivrognerie et de bris de paix—ont été condamnés à $10 d'amende ou à vingt jours de prison.

Les émeutiers nègres de la paroisse St-Jean-Baptiste.

Aux dernières dates, les chefs des émeutiers noirs de St-Jean-Baptiste avaient été arrêtés sans opposition. L'accusation qui pèse sur eux—celle d'être entrés de force et armés, dans les demeures—entraîne la peine de mort, les magistrats ne pouvant pas accepter de cautionnement. La tranquillité étant presque entièrement rétablie, la présence de nouvelles troupes dans la paroisse n'est pas nécessaire pour le moment. Les habitants organisent une compagnie de cavalerie qui, une fois au service de l'Etat, remplacera nos soldats citoyens et leur permettra de rentrer dans leurs foyers.

P. S.—Le major Strong, de l'état-major du gouverneur, les troupes et les principaux chefs des émeutiers de la paroisse St-Jean-Baptiste sont arrivés hier après-midi. Les prisonniers ont été déroutés à la prison de paroisse.

Trains de plaisir.—Le printemps nous ramène les trains de plaisir. Il ne fait pas encore chaud, mais la campagne est déjà verte, belle, et les gens qui habitent depuis plusieurs mois de la belle nature (style pastoral), éprouvent le besoin d'aller respirer l'air par des champs. Le direction du chemin de fer de Jackson, dans ce sympathie, s'est empressée d'organiser un train de plaisir à prix réduits. Moyennant $1 on pourra aller et revenir, partir de dimanche 4 avril (voir l'annonce) s'en aller en wagon jusqu'à McComb City et en revenir le même jour. Le chemin de fer de Mobile rendra aussi toute suivre un si louable exemple, et l'époque n'est pas éloignée où la ville entière ira, le dimanche, flâner dans les pinières que traverse le railway de Jackson ou sur les bords du lac Borgne et du Golfe du Mexique.

Ratifications.—Le Sénat a ratifié les nominations suivantes, faites par le gouverneur :

M. E. Vidrine, John D. Carrie, C. W. Havard, A. L. Durio, A. P. Williams, John Brien et Spencer ; Vidrine, notaires de la paroisse St-Landry ;

F. Briant et E. J. Bermudes, notaires de la paroisse d'Orléans ;

J. W. Hicks et F. A. Léonard, notaires de la paroisse Claiborne ;

Alphonse Landry, notaire de la paroisse St-Martin ;

J. T. Boone, notaire de la paroisse Bienville ; Albert C. Allen, notaire de la paroisse Ste-Marie ; Robert Cade Sneed, notaire de la paroisse Vermillion ; E. H. Dabney, notaire de la paroisse Rapides.

—Le Dr J. P. Davidson, le Dr Joseph Jones, membres du bureau de santé, pour quatre ans, et le Dr F. Formento et le Dr P. Lozes, membres du bureau de santé pour [illegible] ans.

—Hier, à quatre heures de l'après-midi, un enfant de dix-huit mois, fils de M. W. King, demeurant au coin de rues Champs-Elysées et Leves, est tombé de la galerie des dépendances de la maison dans la cour, distance de quinze pieds, se blessant à la tête et à la jambe droite. Le Dr. Schumacher croit qu'il a reçu des contusions internes.

—Henry Hana, petit garçon âgé de 9 ans, en tombant hier, à cinq heures et demie, au coin de rues Neuvième et Magazine, s'est disloqué une cuisse. On suppose qu'un nommé Johnny Horn l'a poussé et a causé l'accident.

—Le mur de la maison portant le numéro 99 de la rue Remparts est en très mauvais état.

—Hier matin, à onze heures et demie, Policier Kenney a fait transporter à l'hôpital Andrew Wibel, qu'il a trouvé malade au coin des rues Poydras et Camp. Il est mort à quatre heures. Le secocer a été averti.

—Charles Bolle, âgé de 12 ans est tombé du cocher de frêt de Jackson, rue St Joseph, entre rues Peschier et Magazine. Les roues de cet lui ont passé sur le pied droit, le pied était tellement écrasé qu'il a fallu lui faire l'amputation. Il a été transporté chez ses parents au No 191 de la rue Tchoupitoulas.

—L'officier Cheevers a tué hier, à trois heures et demie, un chien qui avait mordu un enfant du voisinage.

Paragraphes.—Le gouverneur a reçu, hier matin, la dépêche suivante :

Texarkana, 1er avril 1880.

J'ai John Sonnier, le meurtrier que votre Excellence m'a chargé de réclamer au gouverneur du Texas. Un retard dans l'arrestation m'empêchera d'arriver à St. Landry à temps pour ce dernier Robertson vendredi. Veuillez ordonner que l'exécution soit renvoyée à quelques jours, car je désire que mes députés remplissent ce devoir. L'importance qu'il y avait à arrêter un plus grand criminel pouvait seule me mettre dans la position d'être blessé de vous faire cette demande. Veuillez répondre à Houston, Texas.

C. C. DUSON, shérif.

Le gouverneur a ordonné de suspendre l'exécution jusqu'à nouvel ordre.

—Il a été constaté, à la sous-trésorerie depuis le dernier rapport, $142,502 96, dont $42,144 en or, $21,289 96 en argent, et $79,069 en billets.

—Hier matin, vers quatre heures, un incendie a éclaté chez Mme J. Soles, au No 180 de la rue Franklin ; on s'en est promptement rendu maître. La perte est d'environ $200.

—Une détonation soudaine d'une cheminée est venue la faire tout à coup sursauter dans la rue Allemande, près Verret. Aucun dommage n'a été éprouvé, et il n'y a pas eu de réclamations.

—M. Randolph Doyle nous prie de dire qu'il n'est pas au nombre de ceux que M. Arthur Galatas accuse de lui avoir volé une montre et une chaine en or, dimanche passé, au marché Poydras.

—M. Paul T. Abadie, l'habile député et chef du greffe de la cinquième cour de district, nous annonce que le docket est ouvert, et qu'il offre que la liste des procès est prête à en sortir.

—Sur l'invitation d'un comité de la Bourse au coton de la Nlle-Orléans, est réuni dans M. Cunningham était chairman, le général Grant sera à la Bourse aujourd'hui, 2 du courant, à onze heures du matin.

Vente à l'encan d'une maison de pension. Premier Second étage rue du Canal, entre Peters et Claiborne. Claiborne et Peters et Valmont, une Maison de pension et Cabinets. S'adresser à Peters et Claiborne.

—Vente à l'encan, ce matin, à 10 heures, par Kendig, Bruns & Co, 6 chevaux et mules, 2 chariots, 1 harnais, 1 cheval, 1 buggy, 1 phaéton, 1 calèche, 1 coupé, 1 cabriolet, 1 buggy, 1 harnais, 1 cheval, 1 buggy, 1 harnais, 1 cheval, 1 buggy, 1 harnais, 1 cheval